

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Chavez-accuse-les-Etats-Unis-pour-le-renouveau-du-plan-Condor>

Chavez accuse les États-Unis pour le renouveau du plan "Condor"

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : mardi 25 janvier 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par l'Agence France-Presse

Caracas, le dimanche 23 janvier 2005

[JPEG - 8.9 ko] **Un Chef des FARC enlevé**

Le président vénézuélien Hugo Chavez a accusé dimanche les États-Unis d'être responsables de l'« enlèvement » au Venezuela du chef de la guérilla colombienne, Rodrigo Granda, et a averti la Colombie qu'il gèlerait ses relations avec elle si Bogota ne reconnaissait pas son erreur dans cette affaire.

« Je sais d'où vient cette provocation : elle vient de Washington et non de Bogota. L'enlèvement de Granda (le 13 décembre dernier) à Caracas est une nouvelle attaque du gouvernement américain, » a-t-il précisé dans un discours.

« Cette action, qui concerne Granda, n'a pas été planifiée par Bogota, » a poursuivi le président Chavez, critiquant son homologue colombien, Alvaro Uribe, pour « ne pas avoir pris un petit moment » pour répondre aux critiques qui lui ont été faites sur cette affaire.

Le président vénézuélien a estimé qu'en soutenant la Colombie dans l'affaire Granda, les États-Unis s'isolaient de plus en plus sur le continent américain et se trouveraient de jour en jour plus seuls dans le monde.

Il a averti les États-Unis : « Je mets en garde le gouvernement impérialiste de M. (George W.) Bush, de Condoleezza (Rice) et de leurs amis : s'ils s'obstinent à suivre ce chemin, nous leur ferons mordre la poussière une nouvelle fois. Avec nous, ça ne marchera pas ».

Le président vénézuélien a prévenu la Colombie qu'il gèlerait ses relations avec Bogota si ce pays ne reconnaissait pas l'erreur commise par ses fonctionnaires dans l'affaire Rodrigo Granda.

Bogota affirme que Granda, dirigeant des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), a été capturé dans la ville colombienne frontalière de Cucuta, tout en reconnaissant que la Colombie a « récompensé » ceux qui l'ont capturé.

« Il convient que le gouvernement colombien reconnaisse qu'il a commis une erreur. S'il ne le fait pas, nous serons dans l'obligation de le surveiller étroitement. Si nous ne voyons aucun geste, il nous faudra geler nos relations avec la Colombie, » a martelé Hugo Chavez devant ses sympathisants qui ont manifesté dans la capitale.

« Je ne veux pas avoir de relations ouvertes et franches avec un gouvernement qui ne reconnaît pas l'erreur commise par un groupe de ses fonctionnaires (...) J'ai donné des ordres pour qu'on prenne des mesures (NDLR : si la Colombie n'agit pas dans le sens souhaité) : le pont international, l'oléoduc binational et les routes seraient fermés. le commerce entre les deux pays serait réduit au minimum, » a-t-il prévenu.

Jusqu'ici, Bogota a envoyé « des signaux timides, en privé ou par téléphone » pour tenter de surmonter l'impasse diplomatique et il y a eu des contacts par l'intermédiaire des voisins de la région, a-t-il dit. Le président vénézuélien a indiqué qu'il venait d'avoir un entretien de quatre heures avec l'émissaire du président brésilien Luiz Ignacio Lula Da Silva, Marco Aurelio Garcia.

Il a insisté pour que le gouvernement colombien s'engage à ne plus jamais se livrer à des actes de ce type.